

# Faire face à la frustration : Une auto-évaluation de la jeunesse tunisienne

Etude de la Friedrich Ebert Stiftung  
relative à la Jeunesse dans la région MENA

Analyse de pays : Tunisie

**JULIUS DIHSTELHOFF**  
FÉVRIER 2018



- Les jeunes âgés de 16 à 30 ans représentent approximativement un tiers de l'ensemble de la population de la Tunisie. Par ailleurs, ils sont souvent perçus comme étant les acteurs des événements de 2011/2010 durant lesquels ils ont pris position contre le désespoir et les inégalités en Tunisie et ont exigé des changements politiques, sociaux et économiques.
  
- L'étude qui suit présente une enquête sur les auto-évaluations des jeunes tunisiens qui a été réalisée au cours de l'été 2016 et au début de 2017 et tire les conclusions suivantes : D'abord, les événements de 2011/2010 sont perçus de façon négative par une majorité de jeunes tunisiens comme une «révolution volée». Puis, l'insatisfaction à l'égard des résultats de la révolution se manifeste dans neuf domaines différents de frustration ressentie, et qui se chevauchent d'une certaine manière.
  
- Les frustrations à multiples facettes des jeunes tunisiens pourraient contribuer à déstabiliser et délégitimer le processus de transformation qui se déroule actuellement dans le pays et aggraver l'exclusion sélective des jeunes de la société. Cependant, les jeunes interrogés ont fait état de leurs attentes positives par rapport à l'avenir et d'une confiance suffisante dans les perspectives socioéconomiques et sociopolitiques et dans le progrès de la Tunisie et pensent que les effets négatifs décrits plus haut peuvent être atténués.
  
- De façon générale, les jeunes tunisiens se trouvent dans un état d'incertitude profonde. Toutefois, cette incertitude comporte un danger central: une volonté croissante et affichée au sein de cette catégorie de la population d'émigrer qui ne peut être évitée qu'en réduisant leurs nombreuses frustrations.

## Sommaire

<b>1 Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>2 L'échantillon</b> .....	<b>5</b>
<b>3 La frustration multidimensionnelle dans l'auto-évaluation de la jeunesse tunisienne dans le contexte du processus de transformation sociale et politique</b> .....	<b>5</b>
3.1 Instabilité du système politique tunisien.....	5
3.2 Augmentation de la violence dans le processus de transformation tunisien.....	6
3.3 Crise de la sécurité de l'emploi et le manque d'argent.....	7
3.4 Relations perturbées entre Citoyens et État.....	9
3.5 Manque d'accès et de participation dans la vie publique et politique.....	10
3.6 Des tensions sociales ressenties dans l'espace public.....	11
3.7 Différence perçue dans la pondération et la garantie des droits civils.....	12
3.8 Limites en matière de possibilité de développement personnel.....	13
3.9 L'incertitude caractérise certains domaines de la vie personnelle.....	14
<b>4 Face au sentiment de frustration: les attentes futures des jeunes tunisiens</b> .....	<b>14</b>
4.1 L'optimisme des jeunes tunisiens.....	14
4.2 Les espoirs et les craintes des jeunes tunisiens.....	16
<b>5 Conclusions</b> .....	<b>17</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>19</b>

## 1 Introduction

Avec une population d'environ 11.300.000 personnes<sup>1</sup>, la démographie tunisienne est caractérisée par une forte présence de jeunes. Le terme «jeunesse» est défini dans la présente étude dans le contexte d'une étude régionale<sup>2</sup> de la Fondation Friedrich-Ebert avec le groupe d'âge entre 16 et 30 ans. Environ 30 pour cent des Tunisiens tombent dans cette catégorie, avec environ 50 pour cent de la population totale âgée de moins de 30 ans<sup>3</sup>. Les jeunes Tunisiens ont joué un rôle dans ce qui est communément appelé le printemps arabe, les événements tumultueux qui se sont déroulés dans la région MENA en 2010/2011. Selon l'Arab Barometer de 2013<sup>4</sup>, un tiers de ceux qui ont participé à ces événements étaient âgés de moins de 24 ans, ce qui contribue certainement à expliquer pourquoi la recherche internationale et les sondages d'opinion décrivent fréquemment ces événements comme étant «Youth Uprisings»<sup>5</sup>, principalement menée par des jeunes. Et il est certain que les jeunes ont fourni l'épine dorsale des protestations de masse qui ont entraîné le printemps arabe en Tunisie. Ces protestations ont tout d'abord explosé dans les zones rurales marginalisées après l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi, un jeune marchand de légumes de 26 ans, en décembre 2010, tout en se propageant rapidement dans le pays, y compris dans la capitale, Tunis et enfin dans l'ensemble de la région MENA. Avec leurs revendications «shughl, hurriyya, karama wataniyya» (travail, liberté, dignité nationale) les protestataires ont réclamé des changements politiques, sociaux et économiques dans leur vie au quotidien, face au désespoir social et économique et l'inégalité.

Ces troubles ont conduit à la chute du dictateur Zine el-Abidine Ben Ali qui a dirigé le pays pendant plus de 23 ans. La reconfiguration de la structure interne de la Tunisie qui s'en est suivie s'est manifestée comme une période de consolidation démocratique<sup>6</sup> et un nouveau modèle de société plus participative. C'était peut-être le plus évident en octobre 2011, avec les premières élections libres d'une Assemblée constitutionnelle, ainsi qu'un processus constitutionnel inclusif qui a conduit à l'adoption d'une nouvelle constitution démocratique en janvier 2014. En 2014, ce processus

de démocratisation en cours a été renforcé par des élections parlementaires et présidentielles qui ont conduit à la formation d'un gouvernement dirigé par le premier ministre Essid (février 2015 - août 2016). Ceci étant, celui-ci a été remplacé par la suite par un «gouvernement d'unité nationale» sous le leadership du premier ministre Youssef Chahed issu de l'accord de Carthage. Ce nouveau gouvernement a eu recours à une forme de partage des pouvoirs étendu entre les partis politiques et les organisations de la société civile<sup>7</sup>.

Mais comment les jeunes de Tunisie ont-ils perçu ces événements et les processus de transformation qu'ils ont déclenchés? Les données de cette étude ont été recueillies en été 2016 et au début de l'année 2017. Les résultats indiquent que seulement 13 pour cent des jeunes Tunisiens interrogés font référence au printemps arabe, alors que deux-cinquième d'entre eux utilisent le terme «révolution»<sup>8</sup>. De plus, les données montrent que les jeunes interrogés avaient une perception majoritairement négative des conséquences de cette révolution: trois quarts sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle «les événements ont été déclenchés par des jeunes détournés par d'autres» (76 pour cent), deux tiers d'entre eux affirment que «les événements n'ont rien changé» (65 pour cent) et deux Tunisiens sur trois ont exprimé leur mécontentement par rapport aux ramifications de la révolution (66 pour cent). Par ailleurs, trois cinquièmes sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle «les événements se poursuivent» (58 pour cent).

Compte tenu de cette situation, on peut supposer que les attentes optimistes en termes d'amélioration des conditions de vie suite aux changements post- 2011 en Tunisie n'ont pas été pleinement satisfaites. Par conséquent, une frustration diverse et répandue chez les jeunes Tunisiens peut être observée dans le contexte d'une transformation sociale et politique.

*Mais quelles dimensions cette frustration ressentie a-t-elle prises, cinq ans après la révolution? Et quel type d'avenir les jeunes Tunisiens forment-ils dans son ombre?*

Pour traiter cette question en deux parties, cette étude utilise les données disponibles pour offrir un aperçu des attitudes des jeunes vivant en Tunisie pendant l'été

<sup>1</sup> Statistique Tunisie, Estimation démographique, 2017; disponible sur <http://www.ins.tn/en/indicateur-cle>. (Accès: 22.06.2017).

<sup>2</sup> Cette étude tunisienne s'inscrit dans le cadre d'une étude régionale de la FES dans huit pays de la région MENA. Il comprend des données quantitatives recueillies à l'été 2016 et des données qualitatives recueillies au début de 2017. Les données régionales et nationales complètes de l'étude régionale de la FES sont disponibles sur <http://www.fes.de/Ink/youth-study>.

<sup>3</sup> EUROMED, Le travail de jeunesse en Tunisie après la Révolution, 2013; disponible sur <http://www.onj.nat.tn/pdf/p2.pdf>. (Accès 22.06.2017).

<sup>4</sup> Arab Barometer, Arab Barometer Survey Wave 3, 2013; disponible sur: <http://www.arabbarometer.org/content/arab-barometer-iii-0> (Accès 22.06.2017).

<sup>5</sup> Alcinda Honwana, Jeunesse et révolution en Tunisie. Londres: African Arguments, 2013.

<sup>6</sup> Wolfgang Merkel, Systemtransformation: Eine Einführung in die Theorie und Empirie der Transformationsforschung, 2e édition. Wiesbaden: VS Verlag, 2013.

<sup>7</sup> Julius Dählhoff et Katrin Sold, The Carthage Agreement Under Scrutiny. SADA, Carnegie Endowment, 2016; disponible sur <http://carnegieendowment.org/sada/66283>. (Accès 22.06.2017).

<sup>8</sup> C'est la raison pour laquelle le terme «révolution» est utilisé tout au long de l'article.

2016 et au début de l'année 2017. La première partie se concentre sur la nature précise de la frustration à multiples facettes et auto-perçue, décrite ci-dessus. La partie suivante discute des conséquences possibles de ce sentiment complexe de frustration, en faisant une référence particulière aux visions et attentes de l'avenir, exprimées par les jeunes Tunisiens interrogés. Les deux parties développent des conclusions empiriques, en utilisant des méthodes statistiques descriptives et des citations spécifiques extraites d'interviews qualitatives. L'article se termine par des conclusions interprétatives brèves, extraites des résultats et placées dans un contexte spécifiquement tunisien.

## 2 L'échantillon

L'échantillon de 998 Tunisiens (pondéré: 1 000) comprend 495 hommes (49,5 pour cent) et 505 femmes (50,5 pour cent). Un tiers de ce groupe est âgé de 26 à 30 ans (35 pour cent), un tiers de 21 à 25 ans (32 pour cent) et un tiers de 16 à 20 ans (31 pour cent) provenant principalement de grandes villes (64 pour cent = «grandes villes», 32 pour cent = «petites villes», 4 pour cent = « zones rurales»). Presque tous les répondants se considèrent comme étant des jeunes plutôt que des adultes (95 pour cent). Un peu plus des deux cinquièmes des répondants (44 pour cent) sont actuellement étudiants, dont 56 pour cent fréquentent l'école, 34 pour cent l'université et 9 pour cent sont inscrits dans une forme quelconque de formation professionnelle. Les trois quarts des répondants sont célibataires (77 pour cent), 10 pour cent sont fiancés et 13 pour cent sont mariés. La majorité des jeunes Tunisiens interrogés (80 pour cent) vivent sous le même toit que leurs parents et 13 pour cent vivent avec leur partenaire/famille, mais sans leurs parents. La taille moyenne des ménages interrogés est de 5 personnes (M = 4,9) et environ les trois quarts (72 pour cent) des répondants perçoivent le père comme étant le chef de famille, alors que près des trois cinquièmes (58 pour cent) considèrent la mère principalement comme responsable de la gestion du ménage. Un peu plus de la moitié des personnes interrogées situent leur famille dans la «classe moyenne inférieure» (52 pour cent), alors que deux cinquièmes se considèrent comme faisant partie de la classe moyenne supérieure (44 pour cent), 3 pour cent estiment être pauvres et 1 pour cent estiment vivre dans la misère. De plus, seulement un tiers (31 pour cent) des jeunes interrogés a accès à son propre budget financier. Les trois cinquièmes (58 pour cent) de ceux qui ont un budget personnel indiquent que leur principale source de revenu est leur travail, alors que deux cinquièmes (43 pour cent) dépendent de l'aide financière de leur famille. Seuls quelques-uns (14 pour cent) peuvent prétendre disposer d'économies, que la majorité relative d'entre eux considère être pour des situations d'urgence. 15 pour cent des jeunes interrogés sont endettés, dont deux cinquièmes (41

pour cent) seulement légèrement (c'est-à-dire moins d'un mois de budget) et deux autres cinquièmes (41 pour cent) modérément (c'est-à-dire entre un et six mois de budget).

## 3 La frustration multidimensionnelle dans l'auto-évaluation de la jeunesse tunisienne dans le contexte du processus de transformation sociale et politique

Les données présentées ici révèlent les frustrations multiformes des jeunes tunisiens entre la révolution, l'été 2016 et le début de 2017, lorsque les données ont été collectées:

### 3.1 Instabilité du système politique tunisien

De l'avis des deux cinquièmes des jeunes tunisiens interrogés, l'ingérence étrangère dans les événements qui se déroulent dans la région MENA depuis fin 2010/début 2011 a fortement contribué à l'instabilité politique qui s'en est ensuivie. Ceci est confirmé par les affirmations suivantes: premièrement, «des acteurs externes ont provoqué les événements» (42 pour cent sont d'accord); deuxièmement, «des acteurs internationaux ont longtemps œuvré pour que les régimes arabes tombent» (42 pour cent) et, troisièmement, «les États-Unis voulaient le soulèvement de toute la région». (43 pour cent). De plus, seule une faible proportion (19 pour cent) des jeunes tunisiens interrogés considèrent que «la situation politique» est «(plutôt) stable». Il apparaît néanmoins clairement que cinq ans après le déclenchement de la révolution tunisienne, un peu plus de la moitié des sondés (52 pour cent) adhèrent à la «démocratie» comme modèle privilégié de gouvernement pour la Tunisie. Cela dit, un autre modèle a également reçu un large appui: environ le quart (23 pour cent) des répondants s'est exprimé en faveur d'un «homme fort pour gouverner le pays».

En termes sociodémographiques, les moins éduqués répondent de la manière la plus polarisée à la question sur leur système politique préféré. Plus d'un tiers de ce groupe approuve l'idée «d'un homme fort qui gouverne le pays» (36 pour cent), et moins de la moitié (42 pour cent) indiquent qu'ils préféreraient «la démocratie».

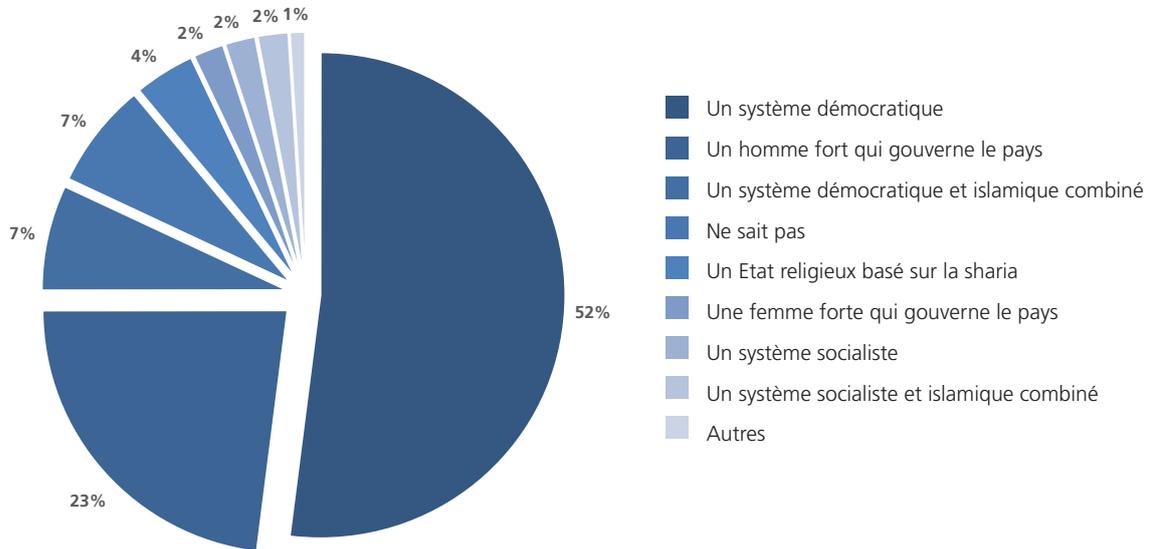


Diagramme 1 : «Lorsque vous regardez le monde, quel genre de système politique préféreriez-vous ?»

### 3.2 Augmentation de la violence dans le processus de transformation tunisien

Les deux tiers des jeunes interrogés s'accordent à dire que les événements qui se déroulent dans la région MENA depuis fin 2010/ début 2011 n'ont pas produit de changements durables (65 pour cent). Malgré cela, 56 pour cent d'entre eux ont identifié la «violence grandissante» comme un changement important qui les affecte personnellement, les deux tiers conviennent que «les événements sont responsables de la violence généralisée» (61 pour cent). En outre, une écrasante majorité des Tunisiens interrogés (90 pour

cent) réclament un effort accru de la part de l'Etat, notamment en matière de politique de sécurité. Les deux tiers (61 pour cent) de ceux qui réclament un rôle plus fort de l'Etat pensent que cela devrait être principalement dans le domaine de la sécurité sociale. Plus de la moitié des jeunes estiment également que l'Etat devrait être plus transparent (54 pour cent) et plus présent (52 pour cent). La moitié des répondants a déclaré avoir personnellement été témoin d'un acte de violence (53 pour cent), dont deux tiers (61 pour cent) d'hommes et près de la moitié (46 pour cent) de femmes. L'essentiel de cette violence prend la forme d'une violence psychologique (18 pour cent).

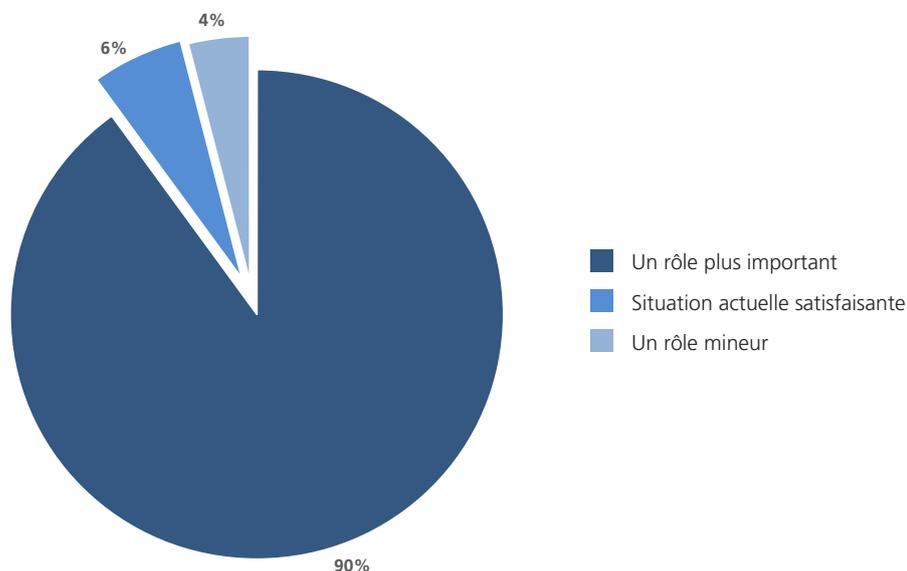


Diagramme 2 : «L'Etat devrait-il jouer un rôle plus important ou un rôle mineur dans la vie quotidienne ou la situation actuelle est-elle satisfaisante?»

### 3.3 Crise de la sécurité de l'emploi et le manque d'argent

Les résultats empiriques font ressortir une contradiction dans l'évaluation par les répondants de la situation économique des jeunes tunisiens et de leurs familles (voir chapitre Économie et emploi). Il y a, en bref, un décalage entre, d'une part, les déclarations émanant des entretiens qualitatifs et le consensus de recherche actuel<sup>9</sup> et, d'autre part, les réponses de l'enquête aux questions concernant la situation économique des répondants et de leurs familles. Dans les entretiens qualitatifs, toutes les personnes interrogées, sans exception aucune, mettent l'accent sur leurs propres difficultés économiques et celles de leur pays. Par exemple, Mouna, âgée de 22 ans et originaire d'Ariana,

se plaint que «le chômage est un obstacle à la réalisation de nos rêves; il n'y a pas d'offres d'emplois dans notre pays, en raison de la faiblesse économique du pays». En revanche, les données disponibles suggèrent qu'environ les deux tiers des jeunes tunisiens interrogés considèrent leur situation économique personnelle comme stable (61 pour cent), et une majorité nette déclare avoir une perception positive de sa situation économique personnelle («très/plutôt bonne» = 65 pour cent). Le tiers restant considère toutefois sa situation économique comme «plutôt/très mauvaise» (35 pour cent). Une tendance similaire ressort des évaluations encore plus positives des répondants de la situation économique actuelle de leurs familles. Au total, plus de quatre sur cinq considèrent la situation économique actuelle de leur famille comme «plutôt bonne/très bonne» (86 pour cent) et seulement 14 pour cent déclarent qu'elle est «plutôt mauvaise». Des résultats similaires peuvent être observés par rapport à l'évaluation de la situation familiale en 2010: le degré de satisfaction est ici presque identique à la situation économique actuelle de la famille (87 pour cent).

Malgré cette impression économique largement positive, une évaluation plus approfondie d'un secteur économique spécifique, celui de l'emploi des jeunes, fait ressortir une frustration économique importante chez les jeunes tunisiens. Depuis la révolution tunisienne, les pertes d'emplois (45 pour cent) sont considérées

<sup>9</sup> Voir, par exemple, Chantal Berman, Transition économique de la Tunisie ? Évaluations populaires de la crise sociale et des réformes. Rapport national de la quatrième vague tunisienne, 2016; disponible sur : <http://www.arabbarometer.org/content/arab-barometer-iv-tunisia-economic-country-report> (Accès 22.06.2017); Mongi Boughzala, Youth Employment and Economic Transition in Tunisia. Global Economy & Development, document de travail 57, 2013, Washington: Brookings; Irene Weipert-Fenner et Philipp Vatthauer, The Social Question in Tunisia - Socio-economic Protests and Political Democratization after 2011. HSFK-Report No. 3, 2017; disponible sur : [https://www.hsfk.de/fileadmin/HSFK/hsfk\\_publicationen/Report0317.pdf](https://www.hsfk.de/fileadmin/HSFK/hsfk_publicationen/Report0317.pdf) (Accès 22.06.2017); International Crisis Group (2012): Tunisie: Rélèver les défis économiques et sociaux tunisiens. Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°124; disponible sur : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/124-tunisia-confronting-social-and-economic-challenges-french.pdf> (Accès 22.06.2017).

comme le deuxième changement le plus important dans la vie des personnes interrogées. Ceci concorde avec les résultats des entretiens qualitatifs, puisque tous les interviewés soulignent que le sous-emploi et le chômage font partie des plus grands défis du processus de transformation tunisien. A titre d'exemple, en réponse à la question «Quels sont les obstacles qui empêchent les étudiants diplômés d'atteindre leurs objectifs?», Salim, 19 ans, de Sfax, répond par: «Le chômage et le manque d'emplois dans le pays - notre pays tue les ambitions des jeunes, il n'encourage pas les personnes compétentes». Fait révélateur, le fait de perdre son emploi représente une peur élémentaire pour la majorité des répondants (68 pour cent).

Dans l'ensemble, les résultats suivants ressortent des données: les jeunes tunisiens qui gagnent leur vie grâce à un travail, ont un seul emploi, qu'ils ont généralement obtenu par l'intermédiaire de divers groupes de contact, comme les amis (25 pour cent), le cercle familial (21 pour cent) ou un établissement public (14 pour cent). Et pourtant, les personnes interrogées sont très divisées sur la question de savoir vers qui elles se sont tournées en premier pour obtenir des conseils et de l'aide pour trouver un emploi: deux cinquièmes d'entre elles désignent les institutions publiques (39 pour cent) et un cinquième la famille (23 pour cent) ou les plateformes Internet (20 pour cent). La moitié des personnes interrogées qui travaillent indiquent qu'elles n'ont pas eu d'autre choix d'emploi (51 pour cent), avec

(notamment) 60 pour cent de femmes et 40 pour cent d'hommes donnant cette réponse. Les deux raisons les plus fréquemment invoquées pour accepter un emploi particulier sont la possibilité d'apprendre en milieu de travail (51 pour cent) et la compatibilité sociale de la relation de travail (50 pour cent).

De plus, les jeunes actifs tunisiens sondés sont fortement divisés quant à leur degré de satisfaction à l'égard de leur emploi actuel. Les deux cinquièmes (42 pour cent) des jeunes indiquent être fortement ou totalement satisfaits, alors que plus de la moitié (57 pour cent) déclarent être modérément ou pas du tout satisfaits. À l'inverse, les répondants qui ne gagnent pas leur vie reçoivent le plus souvent un soutien parce qu'ils fréquentent un établissement d'enseignement (73 pour cent). Ce soutien est, semble-t-il, très irrégulier (61 pour cent). En moyenne, les répondants des zones rurales sont moins soutenus financièrement par leurs familles ( $M^{10} = 34$  EUR / mois) que ceux des grandes villes ( $M = 70$  EUR / mois). Enfin, plus des deux tiers des personnes interrogées n'ont pas d'argent à leur disposition (69 pour cent), dont près de la moitié (48 pour cent) ne travaillent pas temporairement (11 pour cent) ou de façon permanente (10 pour cent), ou parce qu'ils sont chômeurs de longue durée (27 pour cent). Fait significatif, l'autre moitié des répondants qui ne disposent pas de ressources financières ont déclaré être des étudiants (46 pour cent).

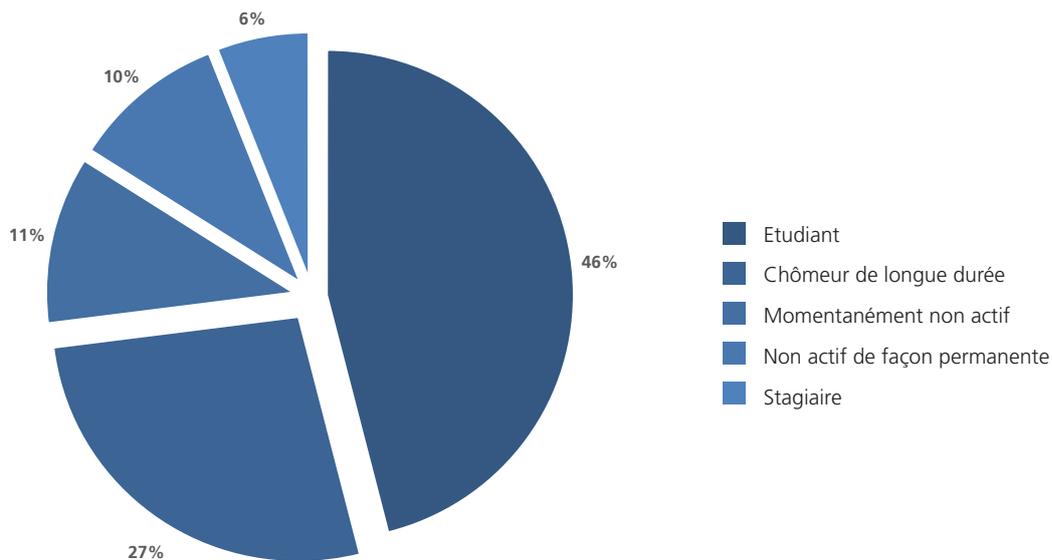


Diagramme 3 : «Si vous ne disposez pas d'argent du tout, pouvez-vous décrire votre situation?»

<sup>10</sup> M = valeur moyenne (moyenne statistique)

### 3.4 Relations perturbées entre Citoyens et État

L'institution dans laquelle ces jeunes tunisiens interrogés semblent mieux disposés à placer leur confiance n'est pas l'Etat, ses différents acteurs ou secteurs, mais leurs propres familles (90 pour cent). Par ailleurs, la moitié des répondants à l'enquête font état d'un manque clair de confiance dans les décideurs politiques de la Tunisie, avec seulement (13 pour cent) – et encore moins le parlement (8 pour cent) et les syndicats (8 pour cent) – qui estiment le gouvernement digne de confiance. Parmi toutes les institutions sociales, c'est l'armée tunisienne qui jouit du niveau de confiance le plus élevé (72 pour cent) exprimé par les jeunes interrogés,

alors que moins du tiers des répondants ont exprimé un degré relativement élevé de confiance dans "le système judiciaire et les tribunaux" (30 pour cent) et la police (26 pour cent). Un nombre encore plus rare parmi eux fait confiance aux ONG des droits de l'homme (12 pour cent) ou aux organisations religieuses (11 pour cent), alors que presque personne parmi ceux qui ont été interrogés ne fait confiance aux partis politiques (3 pour cent).

Pour ce qui est des secteurs institutionnalisés de la société, il est à remarquer que près d'un quart de répondants fait confiance au système éducatif (28 pour cent) et au système de santé publique (24 pour cent), alors qu'un sixième d'entre eux fait confiance aux médias (16 pour cent).

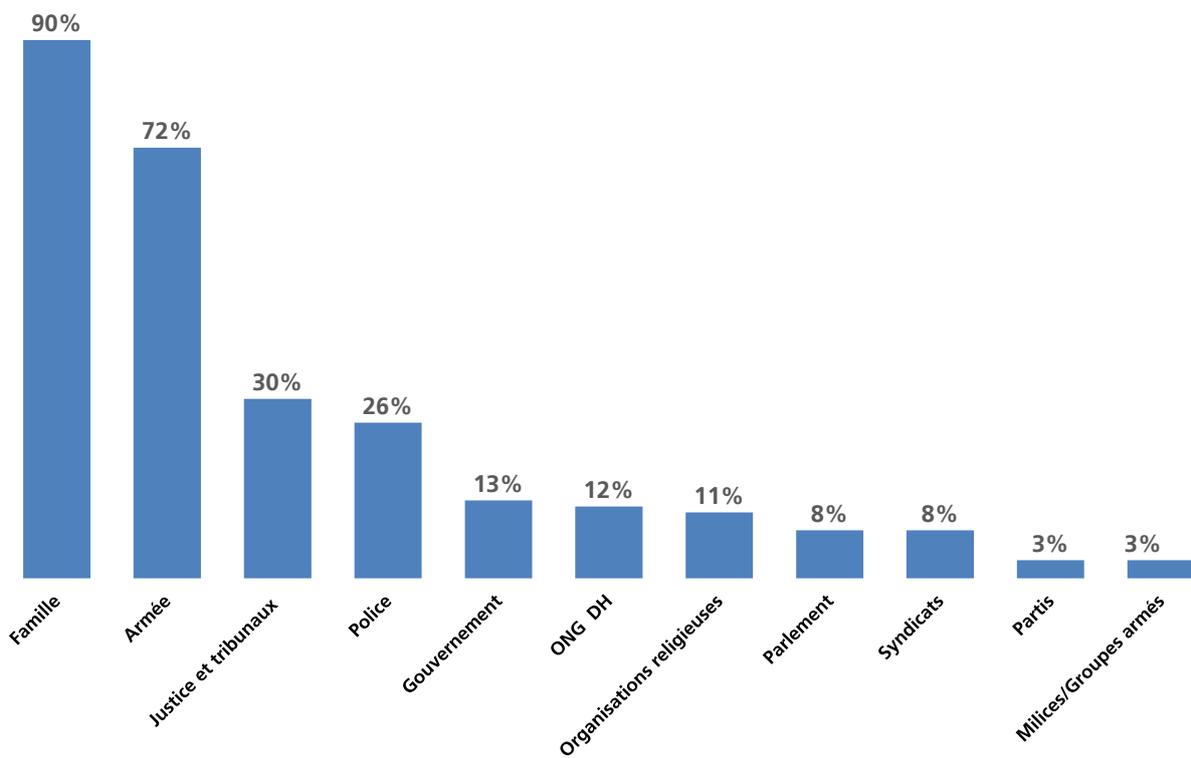


Diagramme 4 : «Qu'en est-il de votre confiance dans les différentes institutions?»

### 3.5 Manque d'accès et de participation dans la vie publique et politique

Lorsqu'on leur demande d'évaluer le niveau d'intérêt qu'ils portent à la politique (suivant l'échelle suivante: niveau d'intérêt faible/moyen/élevé), le niveau le plus élevé d'intérêt porté à la politique est exprimé par deux cinquièmes des jeunes issus de milieu rural (40 pour cent), alors que le groupe ayant le niveau d'intérêt le plus faible dans la politique se retrouve dans les petites villes (22 pour cent). Cette tendance est également observée dans les entretiens qualitatifs dans lesquelles toutes les personnes interrogées font état d'un certain degré de désillusion à l'égard de la politique. A cet effet, dans neuf sur dix de ces entretiens, les acteurs politiques officiels sont dénoncés comme étant des menteurs égoïstes – comme cela apparaît, à titre d'exemple, dans les réponses d'Iman, une jeune fille de 22 ans de Manouba: «De façon générale, les politiques ne sont pas crédibles, ce sont des menteurs et des hypocrites et ils n'ont pas de principes. Ils agissent pour défendre leurs intérêts personnels et ne pensent pas aux intérêts du pays, la plupart d'entre eux font de fausses promesses.»

A côté de ce manque d'intérêt pour la chose politique, on observe toutefois qu'un cinquième des jeunes interrogés affirme qu'ils s'informent de façon active sur la politique (21 pour cent). Les principales sources d'information sont la télévision (80 pour cent) et internet (69 pour cent), alors qu'un autre quart s'informe à travers des échanges personnels (25 pour cent). En dehors de ces possibilités, les données suggèrent que

les jeunes tunisiens ne se sont pas beaucoup impliqués dans l'activité politique depuis la révolution. Seules deux formes d'activité politique révèlent un certain degré d'implication, où environ un quart de ceux qui ont été interrogés déclarent avoir "participé aux élections" (24 pour cent) et "participé à des manifestations" (23 pour cent). Même si l'on suppose que les jeunes tunisiens voulaient faire entendre leurs voix, 61 pour cent d'entre eux ne voteraient même pas dans une élection. En effet, à peine un sixième d'entre eux aurait pris part à une manifestation (18 pour cent), une grève (16 pour cent) ou aurait essayé de mobiliser d'autres à travers internet (15 pour cent).

Les jeunes tunisiens interrogés se montrent également très réservés à propos de l'engagement citoyen, bien qu'ils soient divisés quant aux raisons avancées de leur absence d'engagement. Seul un cinquième d'entre eux montre un degré élevé d'engagement citoyen, dont une majorité agit ainsi "pour aider les personnes pauvres et vulnérables" (21 pour cent) et "pour les personnes âgées qui ont besoin d'aide et de soutien" (20 pour cent). Un sixième des jeunes interrogés fait état de sa volonté de s'engager "pour ses convictions religieuses" (16 pour cent) et "pour assurer l'ordre et la sécurité dans sa zone de résidence" (16 pour cent), alors que les domaines où la disposition à l'engagement est le plus faible concernent le "changement social et politique dans le pays" (9 pour cent) ou le soutien "à ceux qui sont issus de situations de conflits armés" (9 pour cent). Ceux qui sont engagés sur le plan social sont le plus souvent actifs dans le cadre d'un groupe scolaire ou universitaire (46 pour cent), ou d'une association (41

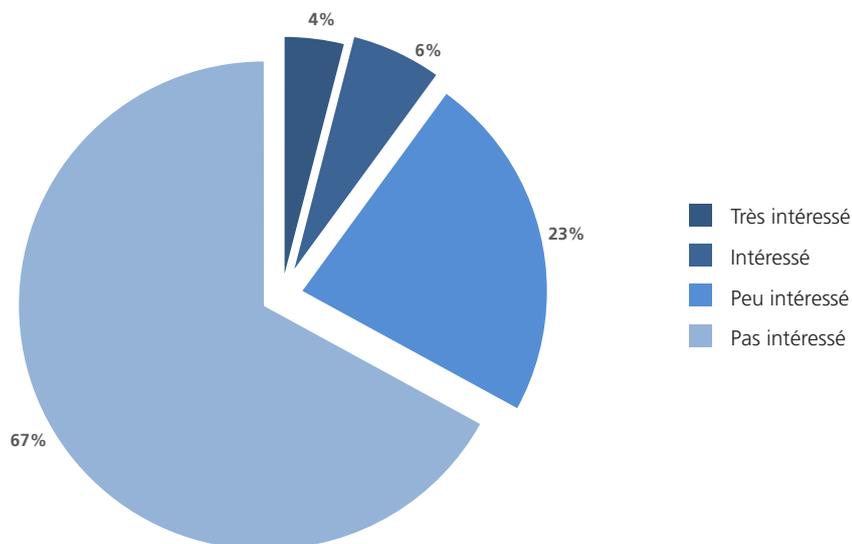


Diagramme 5 : «Vous intéressez-vous à la politique?»

pour cent). Dans le contexte de l'engagement civique, le fait de rejoindre ou de s'impliquer dans l'activité d'un parti politique ne semble pas intéresser la plupart des personnes interrogées, avec seulement 9 pour cent d'entre eux qui désignent cela comme étant leur domaine d'activité, et un autre 8 pour cent qui suggère qu'il pourrait rejoindre un parti à l'avenir. Au bout du compte, cela signifie que pour 92 pour cent des jeunes tunisiens interrogés, les partis politiques ne proposent aucun programme viable pour l'engagement civique. Selon presque la moitié des répondants, cette absence d'engagement est dû au fait qu'il «n'y a pas ou très peu d'initiatives dans ma région» (47 pour cent), ainsi qu'à un manque de professionnalisme (42 pour cent), un groupe cible excessivement restreint pour les projets sociaux (40 pour cent), une préférence de se focaliser sur leurs propres vies (40 pour cent), et une structure de financement insuffisamment claire de ce qu'est une offre.

de tension dans les espaces publics (82 pour cent), alors que deux sur cinq disent que l'instabilité sociale (38 pour cent) est l'un des changements post-révolution les plus significatifs. Cette tendance est patente, par exemple, dans les attitudes hautement ambivalentes des répondants à l'égard des relations entre les générations et les sexes. La grande majorité parle de relations harmonieuses au sein des derniers (88 pour cent) et des premiers (78 pour cent) à l'intérieur de leur propre milieu familial. Toutefois, au-delà de cet espace, la situation se détériore: interrogés à propos de leur voisinage, seuls trois sur cinq (59 pour cent) ressentent une harmonie entre les sexes, et environ la moitié (49 pour cent) une harmonie entre les générations, alors que le sentiment général à travers l'ensemble de la Tunisie paraît encore plus sombre, avec seulement un tiers qui ressent une harmonie entre les sexes (32 pour cent) et entre les générations (29 pour cent). De surcroît, ces moyennes ne montrent presque pas de variations lorsqu'elles sont ventilées par sexe.

### 3.6 Des tensions sociales ressenties dans l'espace public

Quatre jeunes interrogés sur cinq – une nette majorité – sont d'accord avec le constat qu'il y a de plus en plus

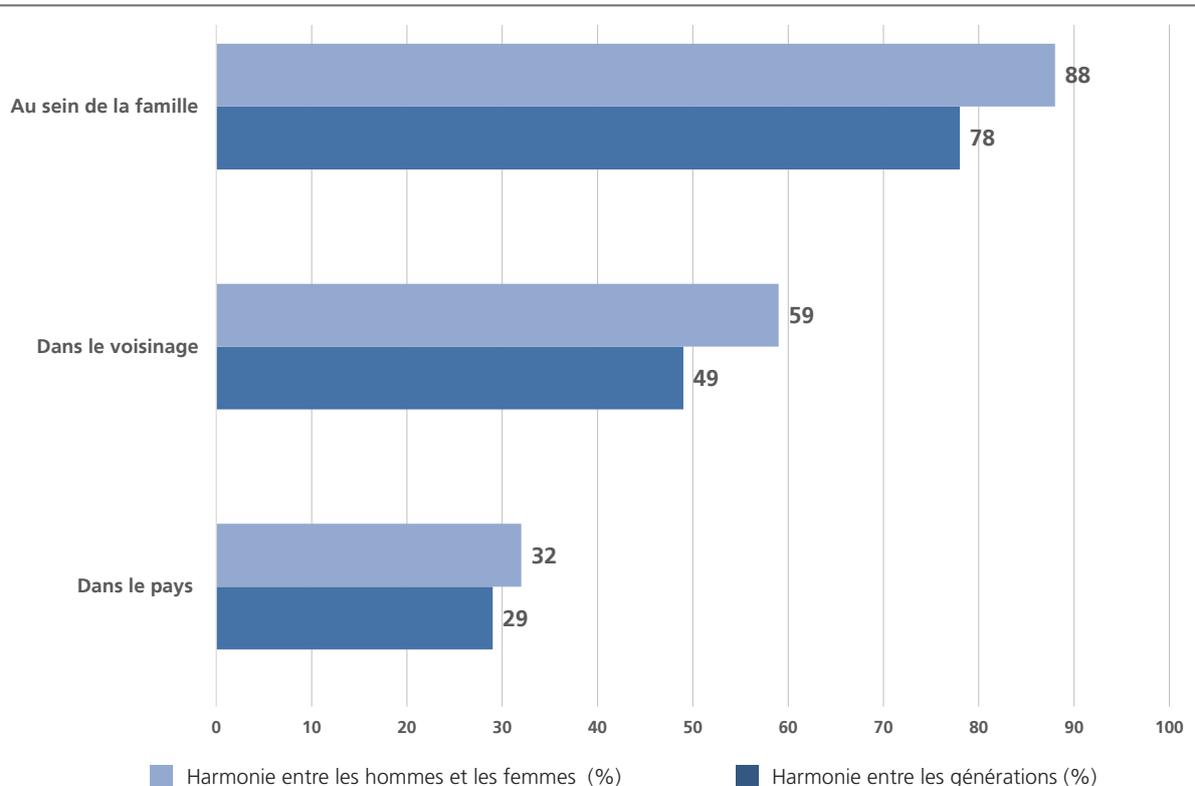


Diagramme 6 : «Comment décririez-vous les relations entre les hommes et les femmes / la jeune et l'ancienne génération?»

### 3.7 Différence perçue dans la pondération et la garantie des droits civils

Avec un degré moyen de consentement de  $M = 7,4$  (1 = « Complètement en désaccord », 10 = « Complètement en accord »), une très forte proportion de jeunes gens interrogés ici estiment qu'ils jouissent de droits civils égaux avec les autres tunisiens – bien qu'ils admettent aussi que tout le monde n'a pas les mêmes droits dans la société tunisienne ( $M = 6,9$ ). Dans la plupart des cas, les répondants ne se considèrent pas eux-mêmes socialement exclus ( $M = 3,5$ ) ou comme faisant partie d'une minorité ( $M = 2,5$ ). Sur une liste proposée de 7 droits, les personnes interrogées considèrent que les plus importants sont la « sécurité des besoins fondamentaux » ( $M = 9,5$ ) et le « droit à l'absence de violence » ( $M = 9,4$ ), alors que la liberté d'expression et d'opinion représente le troisième droit fondamental le plus important ( $M = 9,0$ ).

Il est frappant de voir que dans la liste présentée aux répondants, d'autres droits démocratiques et constitutionnels tels que le « droit d'élire des dirigeants politiques » ( $M = 7,6$ ) sont en général considérés comme étant moins importants. En effet, en réponse à la question explicite de classer les 7 droits énumérés, celui « d'élire des dirigeants politiques » est considéré comme étant de moindre importance (11 pour cent). Toutefois, et alors que 86 pour cent de ceux qui ont été interrogés accordent la priorité au droit à « l'absence de violence » et 76 pour cent à la « sécurité des besoins fondamentaux », seuls deux sur trois croient apparemment que l'Etat peut assurer ces priorités juridiques (66 pour cent et 64 pour cent respectivement). Le « droit d'élire des dirigeants politiques », considéré généralement comme le droit le moins important de la liste (11 pour cent), occupe cependant la seconde place quant à la manière dont ce droit pourra être mieux garanti par l'Etat, alors que 73 pour cent de ceux qui le considèrent comme un droit important estiment que l'Etat est un garant efficace de la liberté d'expression et d'opinion.

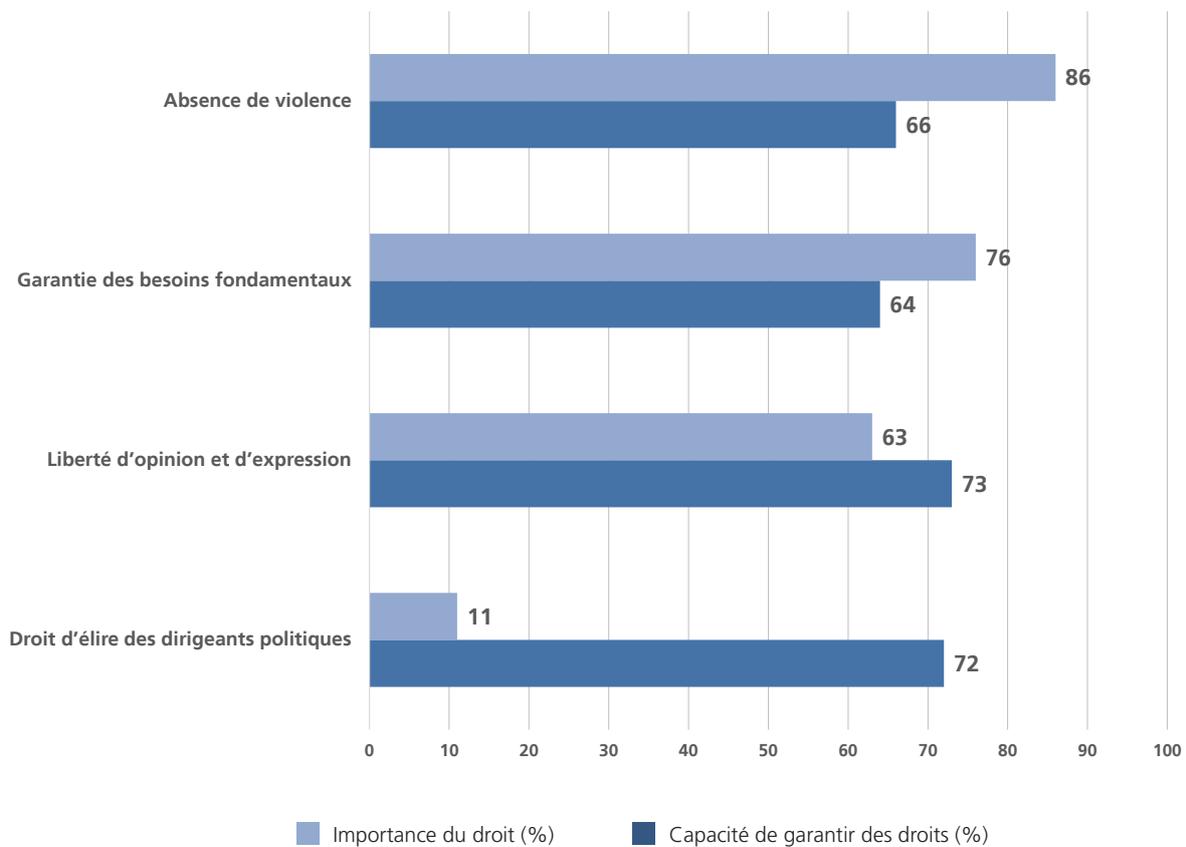


Diagramme 7 : « En relation avec les trois droits les plus importants pour vous, pouvez-vous affirmer que l'Etat réalise ce dont vous avez besoin? »

### 3.8 Limites en matière de possibilité de développement personnel

Au total, un peu moins de la moitié de ceux interrogés disent qu'ils n'utilisent pas pleinement leurs capacités au quotidien (47 pour cent). Parmi eux, (26 pour cent), soit un sur quatre, se plaignent de se sentir constamment limités dans leurs capacités, avec un total de 13 pour cent qui se sentent malades. Un cinquième (20 pour cent) affirme qu'ils ne se sentent pas en mesure de faire pleinement appel à leur potentiel. Les réponses les plus négatives à ce sujet sont fournies par ceux qui se considèrent constamment stressés et malades (9 pour cent) ou tout juste stressés (6 pour cent). A l'inverse, un quart seulement des répondants (26 pour cent) affirme avoir un bon équilibre entre le travail et les loisirs. Wiam, de Bardo, âgée de 30 ans, fait état de "l'échec" total de l'Etat tunisien dans ce domaine: «Le gouvernement est la cause principale de l'absence d'opportunités, il ne fait pas confiance aux jeunes, comme vous le savez tous les dirigeants du pays sont vieux. L'Etat n'encourage pas les jeunes à montrer leur potentiel.»

Pour ce qui est des activités de loisirs des jeunes interrogés, il semble que les activités sportives (11 pour

cent) et culturelles (3 pour cent) jouent uniquement un rôle marginal. En comparaison, trois-quarts d'entre eux citent la "télévision" (75 pour cent) et deux-tiers la "navigation sur internet" (61 pour cent) comme les activités de loisirs les plus importantes. Il est à remarquer ici que les interviews qualitatives comportent de nombreuses plaintes à propos du manque général d'activités de loisirs et de divertissement diversifiées en Tunisie, un état de fait fréquemment imputé au gouvernement. Pour reprendre les propos d'Asma, une jeune femme âgée de 25 ans de Ben Arous: «Le gouvernement ne porte pas d'intérêt aux zones rurales; il devrait accorder plus d'importance à ces zones et améliorer leur situation en créant des espaces libres et des moyens de divertissement.» Des disparités substantielles entre les hommes et les femmes sont visibles dans les activités de loisirs telles que la fréquentation des cafés, une activité qui occupe le temps libre de 62 pour cent des hommes, mais seulement 7 pour cent des femmes. Une disparité similaire peut être observée chez ceux qui mènent des activités de loisirs avec des membres de leurs familles (15 pour cent) – 23 pour cent des femmes en comparaison avec seulement 6 pour cent des hommes.

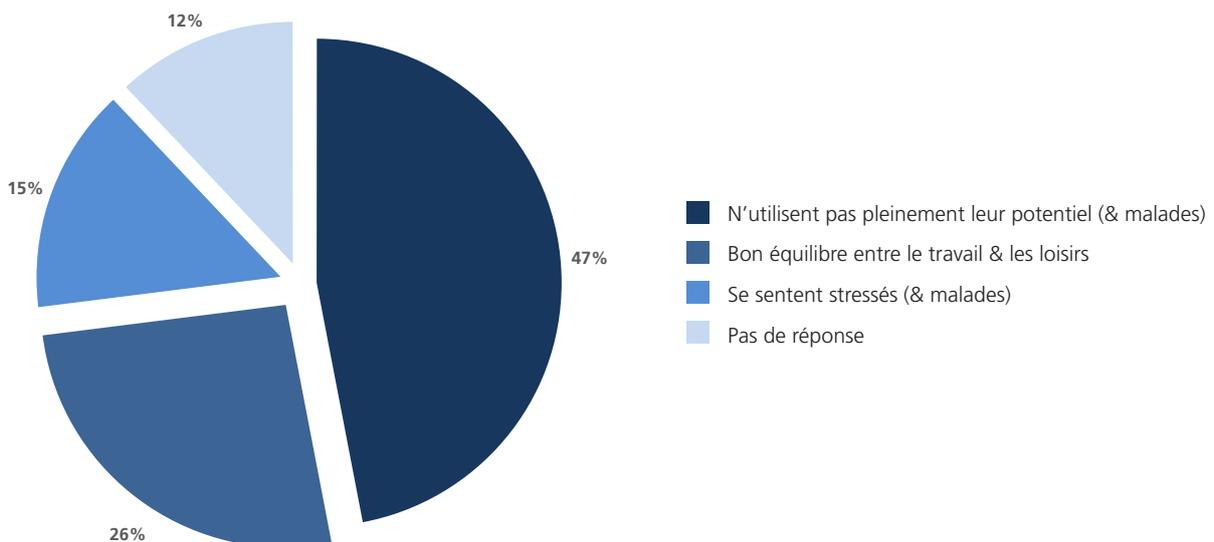


Diagramme 8 : «Êtes-vous déjà au maximum de votre performance dans vos études, votre travail ou vos affaires quotidiennes – qu'est-ce qui décrit le mieux votre situation?»

### 3.9 L'incertitude caractérise certains domaines de la vie personnelle

Interrogés à propos de leurs conditions générales de vie et s'ils se sentaient en sécurité (scolarité/emploi, famille, situation économique, situation politique, perspectives d'avenir, etc.), les jeunes tunisiens donnent en général des réponses positives (M = 6,5 sur une échelle de 1, pas du tout en sécurité, à 10: totalement en sécurité). Pourtant, suivant des domaines spécifiques de la vie, 3 sur 8 catégories renvoient à des chiffres inférieurs ou seulement équivalents à l'évaluation générale (M = 6,5). Ces domaines concernent la situation économique personnelle (M = 5,9), les perspectives de carrière future (M = 6,3) et la probabilité d'un conflit armé (M = 6,5).

#### Domaines de sécurité personnelle (valeurs moyennes)

Ma situation générale	<b>6,5</b>
-----------------------	------------

La probabilité d'un conflit armé	<b>5,9</b>
----------------------------------	------------

Ma carrière professionnelle future	<b>6,3</b>
------------------------------------	------------

Ma situation économique	<b>5,9</b>
-------------------------	------------

Diagramme 9 : «Pouvez-vous évaluer votre sentiment de sécurité ('Je me sens en sécurité / je ne me sens pas en sécurité') dans les domaines suivants? Veuillez noter votre situation sur une échelle de 1 (pas du tout en sécurité) à 10 (totalement en sécurité).»

S'agissant des interviews qualitatives, il est important de relever ici que les personnes interrogées donnent des réponses différentes – quoique proportionnellement très également réparties – à la question relative au sentiment de sécurité totale : 4 sur 10 répondants parlent d'un sentiment de sécurité amélioré, 5 sur 10 d'un sentiment de sécurité aggravé et seulement 1 sur 10 d'un sentiment de sécurité inchangé.

## 4 Face au sentiment de frustration: les attentes futures des jeunes tunisiens

Comme indiqué plus haut, les jeunes tunisiens interrogés ont fait état d'un large éventail de

frustrations aux multiples facettes. Devant une telle situation, il n'est pas surprenant que les considérations et les préoccupations des répondants s'avèrent largement négatives et pessimistes. Toutefois, le plus frappant est cette contradiction évidente entre, d'une part, une large palette de frustrations et, d'autre part, la prépondérance de certaines attentes futures partiellement positives.

### 4.1 L'optimisme des jeunes tunisiens

La majorité des répondants (71 pour cent) ont une perception "plutôt optimiste" de leur avenir, alors que seuls 8 pour cent se considèrent "plutôt pessimistes". Mohammad, un jeune de 25 ans de la ville de Sfax, justifie son optimisme concernant l'avenir de cette manière : «Oui, bien sûr [je suis optimiste], l'espoir est notre arme contre la routine et l'échec.»

Il y a aussi beaucoup d'optimisme chez les personnes interrogées qui pensent que leurs ambitions individuelles en matière d'emploi seront satisfaites à l'avenir, avec 74 pour cent qui font état d'une «confiance relative à maximum» dans ce domaine. Inversement, seuls 15 pour cent des jeunes tunisiens interrogés sont tout à fait pessimistes et 6 pour cent d'entre eux ne sont pas du tout confiants. 58 pour cent estiment qu'avoir «un bon boulot» est le facteur le plus important pour leur avenir personnel, alors que la majorité des répondants définissent leur situation d'emploi idéale en utilisant les trois caractéristiques suivantes (sur les onze suggérées): «Sécurité de travail» (82 pour cent), «Disposer d'un revenu élevé» (76 pour cent) et «Options pour améliorer ma position» (72 pour cent).

Dans le cadre de leur avenir personnel, les répondants estiment qu'un «bon mariage» (21 pour cent) et que les «bonnes relations familiales» (19 pour cent) constituent le deuxième facteur et le troisième facteur les plus importants. Cette tendance se retrouve également dans les interviews qualitatives dans lesquelles les participants ont fait état d'une préférence pour l'emploi au mariage. Les paroles de Hiba, âgée de 19 ans, de la ville de Sfax, fournissent un exemple à cet égard : «Bien sûr, je veux être indépendante, et je penserai au mariage, (mais) j'ai besoin de travailler et gagner ma vie avant de me marier.»

Sur une échelle de 1 («pas du tout important») à 10 («absolument important»), l'ambition centrale des répondants pour l'avenir est de «réaliser un niveau de vie élevé», avec un score moyen de M = 9,5.

Pour les personnes interrogées, "croire en Dieu" (M = 9,4) et «s'engager dans une bonne vie familiale» (M = 9,1) s'avèrent être les deuxième et troisième aspects les plus importants de leur vision d'avenir. Cela montre que pour les personnes interrogées, la religion et la

famille constituent deux modes de vie éminemment positifs. Presque tous les répondants estiment que la foi individuelle dans l’Islam (95 pour cent) et dans leurs familles (94 pour cent) est un point d’ancrage (“plutôt stable” ou “stable”) : en effet, la plupart considèrent leur famille comme étant le point d’attache le plus fort (M = 9,3 sur une échelle de 1 = «Pas du tout attaché» à 10 = «Totalelement attaché»), et presque tous affirment qu’il est nécessaire d’avoir une famille pour être heureux dans la vie (96 pour cent). Il est tout aussi frappant de voir que presque tous les répondants considèrent que la religion est une affaire explicitement privée (93 pour cent), alors que deux-tiers des jeunes expriment le désir de voir l’Islam jouer un rôle plus important dans la société (67 pour cent).

Par ailleurs, entre le printemps arabe et aujourd’hui – une période d’environ cinq années – on observe une légère hausse de la conscience religieuse chez les jeunes tunisiens interrogés dans cette enquête. Dans

un exercice d’autoévaluation rétrospective, la religiosité des répondants il y a cinq ans avait une moyenne de 5,7, alors qu’aujourd’hui cette moyenne est de 6,0 (sur la base d’une échelle de (1 = «pas religieux du tout» à 10 = «très religieux»). Les anciennes et les dernières moyennes peuvent, toutefois, être considérées “plutôt religieux” (cf. le chapitre sur la religiosité). Cette tendance claire vers une religiosité croissante s’applique aux deux sexes, mais les femmes s’avèrent plus religieuses (2011: M = 6,0/ 2016: M = 6,3) en comparaison avec les hommes (2011: M = 5,4 / 2016: M = 5,7). Enfin, près de la moitié des jeunes tunisiens interrogés sont optimistes à l’idée que la rancœur perçue entre les générations et les sexes va s’harmoniser, alors que les trois-quarts (73 pour cent) voient l’avenir de la société tunisienne de façon “plutôt optimiste”.

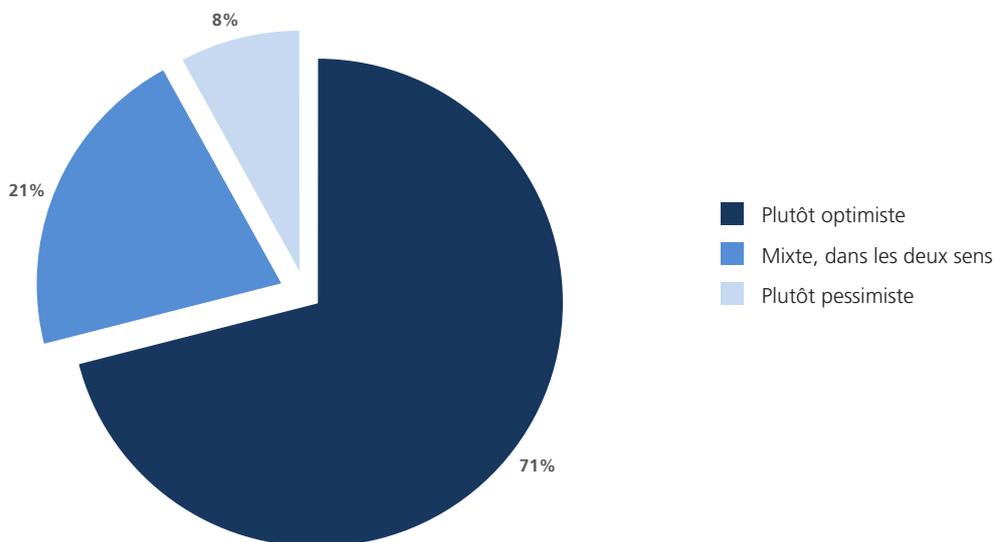


Diagramme 10 : «Comment voyez-vous votre propre avenir et votre vie personnelle future?»

### 4.2 Les espoirs et les craintes des jeunes tunisiens

Quatre sur cinq répondants définissent leurs deux plus grosses craintes ainsi : "n'ayant pas de succès dans la vie comme je l'aurais souhaité" (80 pour cent "beaucoup" ou "passablement") et "insécurité grandissante" (79 pour cent). Avec tout juste une moyenne de 4,1, l'aspect le moins important de l'avenir est le fait de "s'engager en politique" (1 = «pas du tout important» à 10 = «tout à fait important»), une tendance observable chez les deux sexes (hommes = M = 4,3/ femmes = M = 3,9). Presque deux tiers des jeunes gens interrogés (60 pour cent) réfléchissent sur leur situation actuelle en exprimant le désir d'émigrer : une majorité exprime un désir actif de le faire (40 pour cent), alors que 12 pour cent d'entre eux disent en avoir envisagé l'idée. Samah, une jeune fille de 17 ans de la ville de Sousse, déclare : «Je pense que la majorité des jeunes tunisiens souhaitent pouvoir émigrer – car ils veulent sortir de la pauvreté et de la misère en Tunisie, ils veulent construire leur avenir.”. Un pourcentage comparativement faible (8 pour cent) de répondants a déjà décidé d'émigrer. Différenciés selon le sexe, près de trois hommes sur quatre interrogés (72 pour cent)

et près de la moitié (48 pour cent) des femmes expriment le désir de quitter la Tunisie. Ce désir est plus marqué chez les plus instruits (61 pour cent) et moins marqué chez ceux issus du milieu rural (37 pour cent).

La moitié des jeunes interrogés (53 pour cent) font état de leur disposition à quitter leurs familles dans le but d'obtenir une bonne qualification professionnelle, ou un emploi dans une zone rurale de la Tunisie (54 pour cent) ou en Europe (52 pour cent). Par ailleurs, un tiers des répondants serait disposé à accepter un travail bien au-dessous de leur niveau personnel d'éducation (34 pour cent), et de se marier avec une personne issue d'un milieu social supérieur (36 pour cent), ou inférieur (32 pour cent) au leur. Quant à la possibilité de quitter la Tunisie, les deux pays d'Europe qui jouissent du plus grand intérêt sont la France (52 pour cent) et l'Allemagne (42 pour cent). En effet, chez les jeunes ayant un haut niveau d'instruction (47 pour cent) et mariés (48 pour cent), une petite majorité dit préférer l'Allemagne à la France (46 pour cent et 44 pour cent, respectivement), contrairement à ceux ayant un moindre niveau d'instruction, dont une majorité a une préférence pour la France (76 pour cent) par rapport à l'Allemagne (38 pour cent).

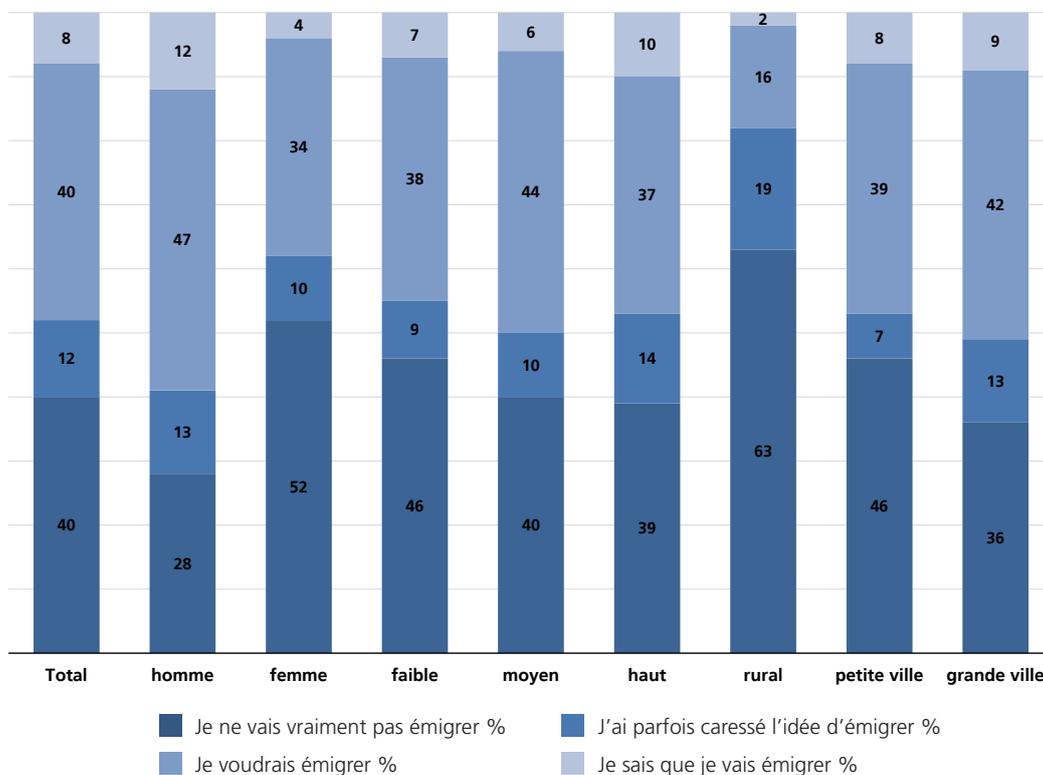


Diagramme 11 : «Qu'est-ce qui décrirait le mieux votre situation?»

## 5 Conclusions

La tendance générale que l'on a observée dans l'enquête menée au cours de l'été 2016 et début 2017 parmi les jeunes tunisiens est que les événements de 2010/2011 sont perçus comme une révolution «volée», dont les effets se perpétuent mais sont généralement négatifs. En fin de compte, les frustrations des jeunes tunisiens dans le contexte des transformations en cours dans le pays se caractérisent par 9 différentes dimensions qui se chevauchent en partie et qui englobent les perceptions suivantes :

<b>Les 9 dimensions de la frustration des jeunes tunisiens</b>
Instabilité du système politique
Crise de l'emploi et pénurie d'argent
Crise de l'emploi et manque d'argent
Relations perturbées entre les citoyens et l'Etat
Manque d'accès ou refus de participer à la vie politique et publique
Tensions sociales dans l'espace public
Allocation et garantie inégales des droits civils
Perspectives de développement et de carrière limitées
Incertitude dans les sphères de la vie personnelle

Diagramme 12 : Les neuf dimensions de la frustration des jeunes tunisiens

A la lumière de ces observations empiriques, on peut mettre en avant l'interprétation sommaire suivante: intégrer les jeunes tunisiens dans une société en mutation est une tâche difficile. En effet, depuis 2010, la transformation profonde que connaît la société tunisienne se reflète dans un processus similaire qui affecte les jeunes tunisiens dont ceux interrogés qui relaient les défis réels aux multiples facettes qu'ils essaient de relever actuellement. Alors que la majorité soutient la démocratie en tant que modèle participatif de société, ils continuent de considérer le cadre politique existant imparfait; il semble ainsi que les changements systémiques n'ont pas réussi à générer des avantages notables au profit des jeunes tunisiens.

En effet, comme en témoignent les données de l'enquête et les réponses des personnes interrogées, la démocratie tunisienne formelle de l'été 2016 et début 2017 demeure un cadre jeune et fragile avec peu de ramifications concrètes dans des domaines politiques ou sociaux spécifiques. Des faiblesses frappantes sont apparues dans la société tunisienne, la sécurité, la politique économique et sociale depuis 2011/2010, alors que les retombées démocratiques attendues, ainsi que les réformes économiques nécessaires, brillent par leur absence<sup>11</sup>. De fait, les changements systémiques et institutionnels dans le système politique tunisien n'ont pu produire aucun bénéfice appréciable au profit de la majeure partie de la population: une brève récession en 2011 fut suivie d'une reprise temporaire en 2012 mais, depuis 2013, la croissance économique tend à stagner en se maintenant au faible taux annuel de 2-1 pour cent, alors que les dépenses publiques ont augmenté. De la même manière, les mesures susceptibles de combattre le chômage, le terrorisme et la désillusion à l'égard de la politique font défaut. En outre, après la chute de Ben Ali, les milieux dirigeants ont principalement mis l'accent sur la mise en œuvre d'une transformation politique formelle qui s'est d'abord manifestée dans un débat incessant et turbulent à propos de la constitution et des changements continus de gouvernement (en effet, au moment de la conduite de cette enquête et des interviews, les participants avaient connu six changements de gouvernement depuis la révolution). Et pour couronner le tout, la Tunisie est devenue de plus en plus une cible du terrorisme, vivant dans un état d'urgence officiel depuis novembre<sup>12</sup> 2015 et jusqu'au moment de l'écriture de cette enquête.

Les multiples frustrations des jeunes tunisiens pourraient bel et bien contribuer à la déstabilisation et à la délégitimation des transformations politiques et sociales en cours dans le pays, et à l'exclusion partielle des jeunes de ce processus. En effet, l'optimisme que les jeunes interrogés ont manifesté à propos du développement socioéconomique et sociopolitique de la Tunisie est ancré en eux – pour servir d'amortissement contre des tendances négatives plus graves. Paradoxalement, les jeunes gens interrogés arborent une vision

<sup>11</sup> Au cours de la période durant laquelle les données de cette étude ont été rassemblées, le Gouvernement d'unité de Youssef Chahed, qui est aux affaires depuis août 2016, a mis en œuvre des réformes légales et institutionnelles pour combattre la corruption et le terrorisme et pour promouvoir la croissance économique. S'agissant de ce dernier domaine, un "plan national de développement" (2016-2020) a été mis en place et, en septembre 2016, un nouveau code d'investissement a été adopté. Entré en vigueur en janvier 2017, il avait été annoncé en novembre 2016 lors d'une conférence internationale sur les investissements "Tunisie 2020".

<sup>12</sup> La déclaration de l'état d'urgence a été la réaction du Gouvernement à l'attaque terroriste du 24 novembre 2015 contre un autobus de la Garde présidentielle sur l'avenue Mohammed V dans le centre-ville de Tunis. Il s'agissait de la troisième d'une série de quatre attaques terroristes survenues en douze mois entre mars 2015 et mars 2016. La première de ces attaques a été perpétrée le 18 mars 2015 au Musée du Bardo à Tunis; la deuxième a eu lieu le 26 juin 2015 sur la plage de Sousse; alors que la quatrième et dernière a ciblé Ben Guerdane, à la frontière libyenne le 7 mars 2016.

généralement optimiste de l'avenir qui est fondée sur l'espoir que les changements actuellement en cours en Tunisie finiront par leur bénéficier personnellement et à la société dans sa totalité. Cet optimisme traduit également la confiance des répondants dans les réseaux personnels de sécurité, tels que la famille et la religion, qui peuvent être considérés comme des sphères de réassurance personnelle. Toutefois, il faut rappeler que les répondants manifestent un fort potentiel en faveur de la migration, ce qui suggère qu'une majorité de jeunes tunisiens penche vers la perspective d'une vie en dehors de la Tunisie.

En fin de compte, les jeunes tunisiens interrogés se trouvent dans un état de suspense: s'ils ne peuvent vivre dans leur propre pays en harmonie avec leurs idées et ambitions, ils sont disposés à quitter le pays. Empêcher la migration massive de cette catégorie de la population conduira nécessairement à un apaisement de leurs nombreuses frustrations et une amélioration de leurs conditions: après tout, une migration numériquement significative des jeunes impliquerait sûrement un échec manifeste du processus de transformation qui a démarré en 2010. De fait, en raison de sa composition démographique, la Tunisie dépend fondamentalement de l'engagement des jeunes en faveur de la stabilisation de sa jeune démocratie à moyen et long terme.

## Bibliographie

- Arab Barometer (2013): Arab Barometer Survey Wave 3; verfügbar unter: <http://www.arabbarometer.org/content/arab-barometer-iii-0>. (Accès 22.06.2017).
- Berman, Chantal (2016): Tunisia's Economic Transition? Popular Evaluations of Social Crisis and Reform. Tunisia Wave IV Country Report. Disponible en ligne à l'adresse: <https://www.google.de/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0ahUKEwio8rz-d463UAhWGVQRQKKHVgKDiMQFggsMAA&url=http%2F%2Fwww.arabbarometer.org%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2F-Berman%20-%20pour%20Tunisia%20Country%20Report.pdf&usq=AFQjCNHR9kSQIXfSJSJGS24Vb-HuzstSNsQA&sig2=hC6CsHA4Qtz3wzSxoe87wQ&cad=rja>. (Accès 22.06.2017).
- Boughzal, Mongi (2013): Youth Employment and Economic Transition in Tunisia. Global Economy & Development - Document de travail 57. Washington: Brookings.
- Dihstelhoff, Julius Sold, Katrin (2016): The Carthage Agreement Under Scrutiny. SADA, Carnegie Endowment. Disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://carnegieendowment.org/sada/66283>. (Accès 22.06.2017).
- EUROMED (2013): Le travail de jeunesse en Tunisie après la Révolution. Disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://www.onj.nat.tn/pdf/p2.pdf>. (Accès 22.06.2017).
- Honwana, Alcinda (2013): La jeunesse et la révolution en Tunisie. Londres: African Arguments.
- International Crisis Group (2012): Tunisie: Rélèver les défis économiques et sociaux tunisiens. Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°124. Disponible en ligne à l'adresse suivante: <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/124-tunisia-confronting-social-and-economic-challenges-french.pdf>. (Accès 22.06.2017).
- Merkel, Wolfgang (2013): Systemtransformation: Eine Einführung in die Theorie und Empirie der Transformationsforschung. 2. Auflage. Wiesbaden: VS Verlag.
- Statistiques Tunisie (2017): Demografische Schätzung. Disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://www.ins.tn/en/indicateur-cle>. (Accès 22.06.2017).
- Weipert-Fenner, Irene/ Vathauer, Philipp (2017): Die soziale Frage in Tunesien - Sozioökonomische Proteste und politische Demokratisierung nach 2011. HSFK - Rapport n° 3. Disponible en ligne à l'adresse: [https://www.hsfk.de/fileadmin/HSFK/hsfk\\_publicationen/Report0317.pdf](https://www.hsfk.de/fileadmin/HSFK/hsfk_publicationen/Report0317.pdf). (Accès 22.06.2017).

### **A propos de l'auteur**

**Julius Dihstelhoff** est chargé de recherche au Département de politique du Center for Near and Middle Eastern Studies (CNMS) de la Philipps-Universität Marburg, en Allemagne.

E-mail: [julius.dihstelhoff@uni-marburg.de](mailto:julius.dihstelhoff@uni-marburg.de)

## Impression

©2018 Friedrich-Ebert-Stiftung

**Fondation Friedrich-Ebert** en Tunisie

Simon Rupprecht

4, rue Bachar Ibn Bord

2078 La Marsa B.P 63, Tunisie

+216 71 775 343

[www.fes-tunisia.org](http://www.fes-tunisia.org)

